**Ecologie et spiritualité par Caroline Escartefigues**

**Croissance, pollution, réchauffement planétaire, matérialisme et consumérisme à outrance ; la planète est au bord de la crise de nerf. Et si on envisageait le monde autrement ?**

*A première vue depuis la Cop 21. Rien de nouveau sous le soleil : au fil des jours, alimentées par la course au profit, les catastrophes écologiques n’ont de cesse de succéder. Face à cela le discours est forcément alarmiste, mais les meetings pour l’exploitation des énergies fossiles continuent de se faire ignorant la mesure du naufrage... TAFTA, CETTA, les tentatives de ratifications de traités économiques aux noms obscures laissent planer un air de menace économique mondiale dans un ciel bas et lourd. Pourtant à l’ombre des discours convenus, un vent nouveau souffle sur l’économie pour le bien des hommes et de la planète. Focus sur les belles raisons d’y croire et de se retrousser les manches.*

**La cop 21 : retour sur un « non-événement » et ses implications**

**Actes 1 : Le décor se plante le 6 janvier dernier, suite à la démission de Nicolas Hulot**, via un laconique communiqué le gouvernement a tenu à « *le remercier chaleureusement de la mission qu’il a accomplie comme envoyé spécial pour la protection de la planète. »* Mais de la mission à la démission il n’y eu qu’un pas ; une désillusion *?* Suite à cela notre envoyé spécial démissionnaire s’est peu confié. Mais au passage il à taclé la COP21 : *« Le monde entier est venu à Paris sur un sujet fondamental, et on a l’impression c’était un non-événement !*» Aveu d’impuissance qui n’est pas sans rappeler la soufflante papale de l’encyclique du pape François parue en juin 2015 qu’on pourrait résumer par l’une de ses phrases *: « La soumission de la politique à la technologie et aux finances se révèle dans l’échec des sommets mondiaux sur l’environnement »….* Mais que s’est-il passé ?

Pendant une semaine en décembre à Paris les 196 parties de la COP21 ont peu dormis (trois nuits blanches) et eu l’impression de faire des compromis sans fin. Entre les Etats insulaires, qui voulaient des engagements forts car leurs îles sont menacées de disparition, les pays en développement, qui craignaient de freiner leur croissance et ceux industrialisés, qui n’étaient pas prêts à chambouler leurs habitudes, il a fallu s’entendre sur un texte. En fin de compte, l’accord s’est donné pour ambition de limiter le réchauffement climatique *« nettement en dessous de deux degrés »*. Mais, en réalité, aucune sanction n’est prévue pour les mauvais élèves. Le texte ne précise pas non plus comment rester sous la barre des deux degrés. D’après les chercheurs, il faudrait baisser les émissions de gaz à effet de serre de 40% à 70% avant 2050 pour rester sous ce seuil. Avant la conférence, chaque pays avait envoyé les engagements qu’il était prêt à respecter ; mais pour les scientifiques, cela ne suffira pas car, même si ces bonnes résolutions sont tenues, le réchauffement dépassera les trois degrés à la fin de notre siècle ! A première vue, les Etats ont donc encore du boulot pour que la COP21 ne soit pas qu’une réussite diplomatique, mais aussi un succès écologique. Et si le geste de notre envoyé spécial était à considérer comme un sacrifice désespéré ? A cette nouvelle un frisson m’a parcouru l’échine. J’ai revu l’image de ces veuves indiennes désespérées qui se jettent dans le bûcher avec la dépouille de leur mari ; sommes nous à ce point sans espoir ?

**Quand l’économie marche sur la tête**

**L’acte 2 à tout l’air d’un naufrage…** Barrages faramineux, exploitation du gaz de schiste, pollution des eaux potables, chemtrails barrant nos ciels à n’en plus finir. La course au profit généralisé et le marché global ont largement contribué à la crise écologique actuelle. Pourtant, les mondes de l'économie et de la finance prétendent renverser la tendance et sauver la planète en la protégeant à leur façon, c'est-à-dire avec de l'argent. Dans *Nature, le nouvel Eldorado de la finance*, les auteurs enquêtent sur un marché encore embryonnaire il y a quelques années mais qui est aujourd'hui l'un des plus prometteurs en terme de profit. Son mode de fonctionnement est simple. De plus en plus de sociétés financières ou d'assurances, parfois précédées par les économistes, attribuent un coût à la nature. Combien vaut la forêt d'Amazonie ? Quelle est la valeur marchande de l'incessant labeur de pollinisation accompli par les abeilles ? La loi de l'offre et de la demande peut maintenant s'appliquer aux richesses naturelles. Ainsi, des banques et des fonds d'investissements, pourtant responsables de la dernière crise financière en date, achètent d'immenses zones naturelles riches en espèces animales et végétales menacées. Monétarisées et financiarisées, ces réserves sont ensuite transformées en produits boursiers possiblement spéculatifs. On peut donc acheter des actions « mouche », ou « orang-outan ». En investissant dans ces titres, les entreprises polluantes obtiennent des « certificats de bonne conduite » qui les dispensent de suspendre leurs activités les plus néfastes... Mauvaise nouvelle : une nouvelle crise financière pourrait résulter de la spéculation et de l'effondrement de ces nouveaux marchés.

Second volet tout aussi affligeant, le fond mis en place en 2001 pour assurer la viabilité du régime des retraites français pour les générations futures contribue paradoxalement à ternir leur avenir ! Hébergé par la Caisse des dépôts et consignations (CDC), le principal établissement financier public, il participe de manière non négligeable au réchauffement climatique en plaçant des centaines de millions d’euros dans des activités très polluantes. Selon une étude de l’[Observatoire des multinationales](http://multinationales.org/) – avec l’appui du mouvement pour la justice climatique [350.org](http://350.org/fr/) – il détient des investissements directs dans 60 des 100 premières entreprises mondiales du secteur pétrolier et gazier, et dans 21 des 100 premières entreprises mondiales de charbon. Soit plus de 920 millions d’euros au service des secteurs les plus émetteurs en CO2.

**Quand la planète va mal : faut-il jeter le bébé avec l’eau du bain ?**

**Dans l’acte 3 : il nous semble que le couperet tombe…** PTCI, TTIP, TAFTA autant de noms barbares pour évoquer le projet de marché transatlantique en cours de ratification. Méconnu par la plupart d’entre nous c’est un texte qui va s’il est adopté changer pourtant fondamentalement le modèle social, démocratique et écologique dans lequel nous vivons. En résumé afin de s’harmoniser avec le modèle américain les pays d’Europe se verraient remettre en cause des dizaines d’années de réflexion et d’action. Au niveau de la justice sociale : le droit du travail serait remanié (la liberté de créer un syndicat, et les conventions sur le travail des femmes et des enfants en prendraient un coup puisque sur les 199 conventions du Droit International du Travail les Etats Unis n’en n’ont ratifiés que deux !). Au niveau économique : la libéralisation des marchés publics interdirait les pouvoirs publiques de privilégier les PME des régions en mettant en péril le gisement d’emploi que constitue des entreprises locales. Au niveau des normes alimentaires et sanitaires l’uniformisation propose une dérégulation totale : fin de l’interdiction des OGM, autorisation des hormones de croissance et de l’utilisation de chlore pour nettoyer le poulet. Au niveau judiciaire, l’intention est d’enlever la possibilité aux tribunaux officiels le pouvoir de trancher un conflit entre une firme privée et un pouvoir public. Par exemple une firme américaine pourrait très bien attaquer une commune qui ne souhaiterait pas utiliser des viandes nourries aux hormones de croissance dans ses cantines. Ainsi les multinationales auraient les pleins pouvoirs pour attaquer en justice des états ; comme l’a fait Philip Morris en Australie contre des campagnes anti-tabac qui menaçaient leurs investissements. Autre exemple : le maintient des labels AOC pourrait être considéré comme des entraves au Traité Transatlantique ! Au niveau de la politique énergétique la mutation serait fondamentale : en Europe les sous sols sont protégés, ils appartiennent aux collectivités nationales ; alors que le traité prévoit de libéraliser totalement leur exploitation pour permettre l’utilisation non régulée d’énergies fossiles telles que le pétrole et le gaz de schiste. Cela va sans dire ce projet et en complète contradiction avec les objectifs adoptés par la Cop 21 ! Et nous avons la chance d’être tenu au courant de ces accords ultra-secrets réalisés sans l’intervention des parlements de chacun des pays européens uniquement parce que des fuites ont eu lieu il y a quelques mois. Face à cela rien n’est irréversible. En France un nombre croissant de communes et de citoyens refusent ce nivellement par le bas. Petites ou grandes un nombre croissant de communes se prononcent « hors TAFTA » ; tout comme des citoyens s’opposent en demandant un droit à l’information et à la démocratie en attendant que le Parlement Européen se prononce.

**Dans l’acte 4, le CETA « petit cousin » du traité transatlantique tente de faire son entrée.** Le CETA (Comprehensive Economic and Trade Agreement, ou Accord économique et commercial global) est un accord commercial *« de nouvelle génération »*. Cela signifie qu’il ne se contentera pas de [réduire](http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/troisieme-groupe/r%C3%A9duire/) les droits de douane entre l’Union européenne (UE) et le Canada. L’objectif est aussi d’aboutir à une convergence de certaines normes pour [limiter](http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/premier-groupe/limiter/) ce que les libre-échangistes appelent les « barrières non tarifaires » au commerce. L’ambition est de [réduire de 36 % à 3 %](http://www.tresor.economie.gouv.fr/10864_AECG-CETA-questions-reponses#_Toc401565635) la part des exportations européennes soumis à de tels obstacles. Comme la plupart des accords de ce [genre](http://www.lemonde.fr/afrique-genre/), il s’agit d’[un texte aride de 2 344 pages](http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=COM:2016:444:FIN), bourré de jargon juridique, difficile à [comprendre](http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/troisieme-groupe/comprendre/) pour les non-spécialistes. Les principales dispositions du CETA portent sur des domaines aussi variés que les droits de douane, l’agriculture, les marchés publiques, l’environnement, les tribunaux d’arbitrage… Bref tous les domaines visés par le TAFTA sont présents si ce n’est l’importation de produits OGM, chlorés ou exposés à la ractopamine que l’Europe a refusé sur son sol. Comment s’assurer que le CETA ne sera pas le cheval de Troie du TTIP [ou Tafta], l’éventuel traité de libre-échange avec les Etats-Unis ? Comment [faire](http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/troisieme-groupe/faire/) en sorte que des multinationales ayant un siège au Canada n’utilisent pas le CETA pour [bénéficier](http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/premier-groupe/b%C3%A9n%C3%A9ficier/) de tous les avantages qu’offrirait celui-ci et [anticiper](http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/premier-groupe/anticiper/) le TTIP ?

La première version du CETA dévoilée en septembre 2014 ayant subi de vives critiques, l’Europe et le Canada l’ont réécrit pour [présenter](http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/premier-groupe/pr%C3%A9senter/), en février 2016, une [version définitive](http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=COM:2016:444:FIN). La première étape de la ratification devait [intervenir](http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/troisieme-groupe/intervenir/) le mardi 18 octobre à [Luxembourg](http://www.lemonde.fr/luxembourg/), avec son approbation formelle par les vingt-huit ministres du commerce européens. Mais le plan bien huilé a déraillé à cause de l’opposition du gouvernement belge. Pour [gagner](http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/premier-groupe/gagner/) du temps, il est d’usage d’appliquer provisoirement une partie des accords commerciaux après l’approbation du Parlement européen (étape 2), sans [attendre](http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/troisieme-groupe/attendre/) celle des parlements nationaux (étape 3). Une bizarrerie démocratique qui ferait [entrer](http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/premier-groupe/entrer/) en vigueur en France et dans les autres pays de l’UE un CETA qui n’a pas encore été approuvé par tous les représentants du peuple français. On ignore encore quels chapitres du CETA seront concernés par l’application provisoire, qui pourrait intervenir dès 2017. Le volet arbitrage devrait en être exclu, car il est le plus controversé dans l’opinion publique. Mais en dépit de l’opposition de la Belgique le gros de l’accord devrait en [faire](http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/troisieme-groupe/faire/) partie.

Partout en Europe les populations civiles manifestent contre cet accord passé en force sommes nous à ce point muselés ?

**« Une fôret qui pousse fait bien moins de bruit qu’un arbre qu’on abat »**

**Enfin… l’acte 5 nous parle de changements et de transition !** Au pied du mur, alors que nous vivons comme si nous étions sept milliards de monde sur notre petite planète, le grand réveil semble sonner… Une multitude d’hommes et de femmes oeuvrent pour le développement durable et contribuent à l'élaborer un autre modèle, un modèle positif de société, un modèle crédible pour tous, une autre viabilité, une utopie plausible ; bref un projet d’humanité... A la suite de la COP 21 plus de 20 000 personnes se sont rassemblées pour dénoncer l’état d’urgence climatique. Des banderoles en feu et beaucoup de pancartes alertaient sur le fait que la COP21 mène le monde vers le dépassement du seuil gravissime des +3°C, c’est-à-dire vers une situation d’emballement incontrôlable et irréversible du climat. Les manifestants ont aussi appelé   à laisser les combustibles fossiles dans le sol, à en finir avec les paradis fiscaux pour financer  la justice climatique et  la solidarité avec les pays déjà durement touchés par  l’exode des réfugiés climatiques. Ils ont aussi mis en avant les  alternatives pour  créer des emplois climatiques, une agriculture paysanne et durable, une finance au service de l’environnement et des humains. Plus qu’un aveu de défaite, c’est aussi un appel à l’humanité à quitter le modèle productiviste qui dérègle le  climat. Comme le souligne, Patrick Viveret – conseiller à la Cour des Comptes et philosophe – «*Nous sommes dans une situation où la question ne se résume pas à des alternatives économiques. L’humanité à rendez-vous avec elle-même*». Pour faire face aux contradictions des gouvernements de part en part sur la planète c’est désormais la société civile qui développe des alternatives pour rejoindre ce que Pierre Rabhi appelle la « *sobriété heureuse*» ; et pourquoi pas s’il le faut entrer en désobéissance civile !

En toile de fond : le pic pétrolier. Alors que notre dépendance au pétrole est totale, de plus en plus de spécialistes nous alertent sur ce pic - moment où la production mondiale plafonnera en volume avant de commencer à décliner - qui est un point de non retour. Jamais auparavant une ressource aussi essentielle que le pétrole n’a entamé son déclin par l’épuisement naturel sans qu’un meilleur substitut ne soit déjà en vue ! Ce pic pétrolier allié aux changements climatiques, nous met au pied du mur pour gérer les ressources planétaires de façon responsable. Et vue sous cet angle la prise de conscience ne fait que commencer… En sus du pétrole, c’est l’utilisation de l’ensemble des énergies fossiles qui doit être repensé. Depuis plus d’un siècle nous extrayons ces énergies fossiles (charbon, gaz, pétrole) qui se transforment en giga tonnes de gaz à effet de serre qui réabsorbant les rayonnements infra-rouges émis par la surface de la terre en créant le réchauffement climatique. Face à la catastrophe annoncée nous sommes de plus en plus nombreux à nous organiser. Des mouvements tels que **Action Non Violente COP 21** et **Libérons-nous** agissent concrètement. En fait, la COP21 n'était qu'un début, c’est ici que commence l'histoire d'un grand mouvement pour le climat…

Début avril le mouvement Action Non Violente COP 21, s’est rendu à Pau au Sommet du pétrole off-shore… Comment accepter que les industries du pétrole et du gaz se réunissent pour voir comment malgré tout continuer à explorer et exploiter de nouvelles réserves de pétrole et de gaz ? 4 mois à peine après la COP21, les stratégies que ces  « responsables » voulaient définir à Pau nous mènent droit à l’emballement irréversible et incontrôlable du climat. Il s’agit là d’un crime avec préméditation, il fallait les en empêcher et sensibiliser la population ; c’est ce que 1000 personnes ont fait en bloquant le sommet. Plus récemment au travers de Libérons nous, du 3 au 15 mai, partout dans le monde, des citoyens ont participé à de nouvelles actions audacieuses pour faire entendre l'idée qu'il est temps de nous libérer des combustibles fossiles. Il s'agit d'une mobilisation internationale sans précédent. Libérons-nous est d’abord intervenu au Royaume-Uni, où des activistes sont installés à proximité de la plus grande mine de charbon à ciel ouvert du pays, avec l'ambition de la faire fermer. Le lendemain, à Batangas aux Philippines, une marche rassemblant des milliers de personnes, parmi lesquelles l'archevêque catholique de la région, est prévue sur le futur site d'une centrale au charbon — l'une des dizaines en projet à travers le pays. Une vague d'actions de masse sans précédent va ensuite déferler en Afrique du Sud, en Allemagne, en Australie, au Brésil, au Canada, aux États-Unis, en Indonésie, au Nigéria, en Nouvelle-Zélande et en Turquie. Soyons prêts !

**Des solutions locales, pour un désordre global ?**

**Avec l’acte 6, la boucle est bouclée. Partout sur la planète et dans tous les domaines du vivant, la résilience se met en place…** En Inde, Vandana Shiva porte le symbole de cette désobéissance. Cette femme visionnaire scientifique de renom, prix Nobel alternatif en 1993, est la première à avoir gagné un procès contre le brevetage du vivant. Elle à préféré quitter le programme nucléaire indien pour se consacrer à la cause de l’écologie et des femmes. Par la suite, avec Navdanya, un organisme de soutien à l’économie des villages et des familles centré sur la sauvegarde des semences menacée par la technologisation de l’agriculture et par les OGM, elle met en place un réseau de banques semencières pour 500 000 paysans. Navdanya aide les entrepreneurs qui veulent travailler avec le commerce équitable et l’agriculture bio. Son intention ? Simplement retrouver notre connexion avec la terre mère. «  *Nous vivons comme si nous étions séparés de la nature. Or l’homme est la nature, en divisant nous oublions la partie sacrée et invisible de notre nature. »*

En fait, le visage du renouveau répond à cette coexistence entre l’écologie intérieure et l’écologie extérieure ; l’esprit et la matière. Puisque tout est lié : la terre et ses hommes, l’écologie et l’économie, le masculin et le féminin ; cette nouvelle approche centrée sur le vivant et la coopération construit par là même une économie responsable et horizontale. Aux Philippines, après avoir participé au sommet de la terre à Rio et fondé un centre d’initiatives pour un développement alternatif, l’ingénieur agronome Nicanor Perlas se consacre à l’économie solidaire avec succès en fondant la Life Bank qui se spécialise dans le Microcrédit. Tandis qu’en Inde, le Barefoot College initié par Bunker Roy en 1972 dans le Rajasthan, forme d’heureux villageois ([analphabètes](http://fr.wikipedia.org/wiki/Analphab%C3%A8te) ou peu lettrés) à devenir docteurs, architectes, ingénieurs solaires ou hydrauliques ; tout en promulguant la création d’artisanat local fait par les femmes des environs. Et si le collège aux pieds nus à essaimé des initiatives comparables en Afrique ou sur le continent Sud américain, notons qu’une nouvelle donne fondée sur le partage n’est pas l’apanage des pays en voie de développement. En France les SEL (Systèmes d’Echanges Locaux) permettent la mise en commun des biens et des savoirs ; tout comme un nombre croissant de jardins partagés permettent ce retour incontournable à la terre mère. Tandis que de plus en plus de monnaies locales voient le jour. Enfin, de nombreux organismes de Crowd-founding permettent de donner vie à des projets innovants en harmonie avec la planète. Une révolution est en marche ! Qui eut cru il y à même dix ans que des porteurs de projets pourraient être soutenus financièrement par des milliers d’inconnus ? Nous humains devenons enfinacteurs de notre propre changement.

**Vers une écologie de l’esprit ? Un changement des croyances est inexorable**

**L’acte 7 reste à écrire…** Tel que l’affirme Marc de la Menardière auteur du documentaire *En-quête de sens*, parti arpenter la planète avec Nathanael Coste à la rencontre de solutions sur la crise que traverse notre planète : « *Les problématiques que nous traversons sont les symptômes d’une crise que nous traversons en terme de croyances. Il nous faut revisiter notre rapport à la nature et à l’invisible »*. Plus précisément selon Samdhong Rinpoche, premier ministre du gouvernement tibétain, cela *« implique une décolonisation de notre imaginaire, les multinationales ont colonisé une partie de notre imaginaire. Sans la nature nous ne serions rien ; c’est le changement de croyance fondamental à effectuer*». En d’autres termes le philosophe Olivier Larrégle nous ouvre les yeux : *« On nous dit que les politiques dominent le monde. Mais c’est comme dans la caverne de Platon, ils ne sont que des ombres. Ils ne dominent rien. A nous d’être les lumières, et de nous réapproprier notre plein pouvoir ! Cela se fait dans l’implication associative, dans le partage, et bien sûr dans notre façon de consommer.*»

**Vision du futur ?** Dans son dernier livre *L'Âge des low tech, Vers une civilisation techniquement soutenable,* Philippe Bihouix estime que face à la baisse des ressources notre monde se perd en innovations énergivores et polluantes. Comme pour contrer les signaux alarmants de la crise globale les technologies « vertes » seraient sur le point de sauver la planète et la croissance grâce à une quatrième révolution industrielle, celle des énergies renouvelables, des réseaux intelligents, de l’économie circulaire, des nano-bio-technologies et des imprimantes 3D. Or plus consommatrices de ressources rares, plus difficiles à recycler, trop complexes, ces nouvelles technologies tant vantées nous conduisent pourtant dans l’impasse ! Ce livre démonte un à un les mirages des innovations *high tech*, et propose de prendre le contre-pied de la course en avant technologique en se tournant vers les *low tech*, les « basses technologies ». « *Comment expliquera-t-on aux générations futures qu’on transportait de l’eau en bouteille sur des centaines de kilomètres en prétendant que c’était plus écologique puisque bouteilles et bouchons se recyclaient de mieux en mieux ? Comment justifierons-nous des innovations aussi stupides que les chaussettes «anti-odeurs» dans lesquelles on a glissé du nano-argent ? On extrait de l’argent de mines pour le disperser dans des chaussettes ! Après dix lavages, on le retrouve dans les stations d’épuration. Sur 20 000 tonnes d’argent produites par an, on en disperse au moins 500 pour de telles innovations. Concevoir des objets plus simples, privilégier le mono matériaux, là où les nano-matériaux disperse le titane, l’or et le zinc… Ensuite mettre en place le réseau de récupération, réparation, revente, partage des objets du quotidien, outils, jouets, petit électroménager… Dans l’automobile - avant d’apprendre à s’en passer -, supprimer les gadgets électroniques, brider la puissance et alléger, rechaper les pneus au lieu de les remplacer, comme pour les camions… Il est bien plus facile de passer à la civilisation du vélo que de déployer la voiture électrique ou d’inventer une «voiture propre» qui restera toujours un oxymore ! Revoir profondément la distribution et la logistique des produits alimentaires et d’hygiène pour générer moins de déchets, en particulier d’emballage Ne vaut-il pas mieux se contraindre un peu, réviser notre rapport à la mobilité, s’organiser différemment, plutôt que de se perdre dans une course éperdue, dans une compétition mondiale exacerbée ? Et enfin de comprendre que la décroissance, c’est l’emploi ! Tandis que la croissance, désormais disparue, a détruit le petit commerce et l’artisanat, a délocalisé l’industrie - et bientôt les services -, il existe un gisement d’activité dans l’agriculture à plus petite échelle, la production industrielle locale, les réseaux d’entretien et de réparation… »* Bref se recentrer sur la question fondamentale de nos besoins et du superflu. **Fin de l’acte 7 : Nous avons tous un rêve ; celui d’une société où il y ai plus de cœur que de mal. La bonne nouvelle ? Par un grand réveil dont nous sommes les acteurs, ce rêve devient réalité et tout reste à écrire !**

Pour aller plus loin :

Sur le CETA : http://www.lemonde.fr/economie/article/2016/10/17/pourquoi-les-wallons-bloquent-le-ceta\_5015033\_3234.html

[SUR TAFTTA : https://resistanceinventerre.wordpress.com/2016/01/21/video-ptci-ttip-tafta-bref-le-grand-marche-transatlantique-mis-au-clair-par-r-m-jennar/](SUR%20TAFTTA%C2%A0%3A%20https%3A//resistanceinventerre.wordpress.com/2016/01/21/video-ptci-ttip-tafta-bref-le-grand-marche-transatlantique-mis-au-clair-par-r-m-jennar/)

SUR LES ENERGIES FOSSILES : https://www.youtube.com/watch?v=vuGX\_EMLmhc

*Vers une écologie de l’esprit*, Gregory Bateson, 1980

*Encyclique sur l’écologie*, Le pape François, 2015

*Graines de possible, regards croisés sur l’écologie*, P. Rabhi et N. Hulot, 2005

*Le bien commun*, Noam Chomsky, Ecosociété, 2014

*La mystique de la croissance, comment s’en libérer*, Dominique Méda, Flammarion 2013

*La société civile, le 3 e pouvoir*, Nicanor Perlas, Yves Michel, 2003

*L’abondance Frugale. Pour une nouvelle solidarité,* Jean Baptiste de Foucauld, Odile Jacob, 2010

*Inventer une économie Yin et Yang*, Marianne de Boisredon, les Presses de la renaissance, 2006

*L'Âge des low tech, Vers une civilisation techniquement soutenable,* Philippe Bihouix

*Manuel de transition*, Rob Hopkins, Editions éco-société,2010

ANV COP 21 : http://anv-cop21.org

Libérons nous : https://fr.breakfree2016.org

Monnaies locales : <http://monnaie-locale-complementaire.net>